



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° 022/2024/DREAL/UD88 du 15 JAN. 2024  
mettant en demeure la société O-I France SAS  
sise sur la commune de GIRONCOURT-SUR-VRAINE  
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

La Préfète des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L. 171-8 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 4734 de la nomenclature ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11/2020/ENV du 11 février 2020 relatif à l'exploitation d'une verrerie située au 28 rue d'Alsace à GIRONCOURT-SUR-VRAINE et exploitée par la société O-I France SAS ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 décembre 2023 ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis à la société O-I France SAS par courrier en date du 19 décembre 2023, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant les constats réalisés lors de la visite de contrôle de l'inspection des installations classées du 05 décembre 2023 et en particulier :

- l'absence du registre des incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations de traitement des rejets atmosphériques ;
- le dépassement de la durée annuelle d'indisponibilité du dispositif de traitement des fumées des fours 3 et 4, 409 h d'indisponibilité étant comptabilisées au 31 octobre 2023 pour une durée annuelle autorisée de 250 h ;
- l'absence d'évaluation des polluants rejetés pendant les phases d'indisponibilité des dispositifs de traitement ;
- l'absence de procédure relative aux conditions d'exploitation spécifique en cas d'opérations spéciales susceptibles de perturber le bon fonctionnement des systèmes n'a pu être présentée au cours de la visite ;
- l'absence de procédure pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans la rétention des réservoirs FOD ;
- le fait que les événements des réservoirs de FOD ne sont pas visibles depuis l'aire de dépotage ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.2.1, 3.1.2, 3.1.1 de de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé, ainsi qu'aux dispositions des points 2.7.2 et 5.2.6 de l'annexe 1 à l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement qui stipulent que : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et*

*activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

Considérant que la société O-I France SAS n'a pas émis d'observation au sujet du projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été transmis le 19 décembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

### **Arrête**

**Article 1** – La société O-I FRANCE SAS, dont le siège social est situé au 64 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69100 Villeurbanne, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées sur la commune de Gironcourt-sur-Vraine les dispositions :

- des articles 3.2.1, 3.1.2, 3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 11/2020/ENV susvisé,
- des points 2.7.2 et 5.2.6 de l'annexe 1 à l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 susvisé.

**Article 2** – Afin de justifier du respect des dispositions de l'article premier de la présente injonction préfectorale, la société O-I France SAS devra fournir au Préfet des Vosges :

- sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
  - le registre des incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés. Ce registre intégrera les incidents répertoriés sur l'année 2023 ;
  - une procédure relative aux conditions d'exploitation spécifique en cas d'opération spéciale susceptibles de perturber le bon fonctionnement des systèmes ;
  - une procédure relative à l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans la rétention des réservoirs FOD ainsi que sur l'aire de dépotage ;
  - les éléments justifiant que les événements des réservoirs de stockage de FOD sont visibles depuis le point de livraison.
- Pour le 31 janvier 2025 un état des compteurs d'indisponibilité 2024 des unités de filtrations des fours justifiant le respect une durée annuelle d'indisponibilité inférieure à 250 h.

**Article 3** - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 4** - Le secrétaire général de la Préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société O-I France SAS, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de Gironcourt-sur-Vraine et au sous-préfet de Neufchâteau.

Fait à Épinal, le 15 JAN. 2024

La Préfète,  
Par déléguation, le Sous-Préfet,  
Secrétaire Général  
David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.